



Plan Local d'Urbanisme

Commune de
**SAINT ALBAN
D'AY**
(07790)



Prescription : 29/07/2014
10/12/2015
Arrêt : 24/07/2017
Approbation :

5a. Annexes (pièces écrites)

- 5a.1- Servitudes d'Utilité Publique
- 5a.2- Réseau d'Eau Potable
- 5a.3- Réseau d'Assainissement Eaux Usées
- 5a.4- Dispositif d'élimination des Déchets
- 5a.5- Règlement Prévention des Risques Naturels (PPRN)



10 rue Condorcet - 26100 Romans-sur Isère
Tél : 04 75 72 42 00 - Fax : 04 75 72 48 61
Courriel : contact@beaur.fr - Site : www.beaur.fr

5.14.133

Juil.
201

**ANNEXE 5.1.
LISTE DES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE**

Type	Gestionnaire	Description de la SUP	Type de l'acte et n°	Date de l'acte
AC1	Service Régional de l'Architecture et du Patrimoine	Crois de Pierre (MC)	Arrêté	15/02/1933
I4	RTE	Ligne Electrique		

ANNEXE 5.2. ELEMENTS RELATIFS AU RESEAU D'EAU POTABLE

En 2014, une partie du réseau appartenait à la commune. En 2015, tout le réseau appartiendra au syndicat Cance-Doux et sera géré par la SAUR Annonay.

Extrait du rapport annuel de 2013 (concerne qu'une partie de la commune) :

- 2012 : 362 contrats > 2013 : 391 ;
- Volumes d'eau potable consommés assujettis à la redevance assainissement : 28348.

Le réseau du syndicat Cance-Doux d'une longueur de 777 591 ml dispose de 2 installations de production :

- Station de pompage de St Jean (capacité nominale 920 m3/h – nappe alluviale du Rhône – traitement de désinfection – télésurveillance)
- Station de pompage d'Arras (capacité nominale 900 m3/h – nappe alluviale du Rhône – traitement de désinfection – télésurveillance)

L'eau pompée dans ces puits est issue de la nappe alluviale du Rhône.

L'interconnexion avec le syndicat Annonay-Serrières permet d'arrêter de manière plus ou moins totale selon la période, la station d'Arras (qui présente une qualité moindre).

La commune de Saint Alban d'Ay dispose de 2 captages non utilisés.

La ressource en eau est suffisante pour satisfaire les besoins actuels de la commune.

ANNEXE 5.3. ELEMENTS RELATIFS AU RESEAU D'ASSAINISSEMENT

▪ Assainissement collectif (source Etude Naldéo 2017)

Le zonage assainissement a été fait en 1999, révisé en 2012 et approuvé en enquête publique en juin 2012.

Le bourg et les quartiers attenants sont raccordés à un réseau d'assainissement collectif. De même, les hameaux les Chaux, le Mont, la Chomotte et Gobertier disposent également de systèmes d'assainissement distincts. Tous les autres hameaux sont en assainissement non collectif. Le Syndicat mixte Ay Ozon s'occupe du SPANC sur la commune.

Les hameaux de Vaure et Romanieux disposent de réseaux partiels collectant des eaux prétraitées en sortie de fosse. Ces hameaux ne disposent d'aucun système de traitement collectif.

La Commune de SAINT ALBAN D'AY dispose de cinq stations d'épuration situées sur chaque système d'assainissement : Le bourg et quartiers proches, Les chaux, La chomotte, Gobertier, Le mons.

La station du bourg est gérée en affermage par la société SAUR. Les autres stations sont gérées par la commune. Les stations d'épuration ont fait l'objet d'une visite commune avec le SATESE le 25 février 2015.

La station d'épuration du bourg dite de Ravoulet, de type lit bactériens, est située sur la commune de SAINT ALBAN D'AY à l'Est du Bourg et au Sud du hameau de Ravoulet.

La station reçoit l'ensemble des eaux usées collectées par les réseaux unitaires et eaux usées du bourg et lotissements attenants. La station, de capacité 700 EH (42kg de DBO5/j – 105 m³/j) a été mise en service en juin 1999.

	Concentration maximale des rejets (mg/l)	Rendement minimum à avoir (%)
DBO5	<30	60
DCO	<90	60
MES		90

Les eaux traitées ou by passées sont rejetées dans le ruisseau d'Embrun, affluent de la Cance.

L'eau traitée doit être conforme à l'arrêté préfectoral n°95-37 du 22 mai 1995, ainsi qu'à l'arrêté ministériel du 22 juin 2007 et à l'arrêté préfectoral 27 Février 2017

La station d'épuration atteint les limites de sa capacité :

- Capacité Organique : on retiendra que sur la base du nombre théorique d'habitants raccordés, environ 720 EH, la station apparaît être en surcharge, mais que sur la base des données AEP et des bilans 24h réalisés en entrée de station, elle apparaît être en sous-charge.

- Capacité hydraulique : La station est fréquemment en surcharge hydraulique du fait de la présence d'eaux claires parasites. La présence d'eaux claires en temps sec et en temps de pluie peut nuire partiellement et ponctuellement au bon fonctionnement de la station d'épuration (lavage de la station, départ de boues...). L'élimination de ces apports d'eaux claires est prévue par les travaux préconisés par Naldéo. Les travaux prévus à cet effet seront réalisés par la commune avant la fin 2017.

Bien que la station présente actuellement de bons fonctionnements, que la surcharge organique ne soit pas avérée, et que les suppressions d'eaux claires permettront de limiter les surcharges hydrauliques, une enveloppe budgétaire a toutefois été estimée pour le renouvellement de la station d'épuration dans la perspective d'une augmentation des abonnés raccordés. Une seconde option serait envisageable : son raccordement à la station « Acantia » d'Annonay, via le réseau de Roiffieux. Ces travaux sont prêts à être concrétisés dès que la solution la moins coûteuse sera choisie. La dépense envisagée serait dans la fourchette de 500 000,00 € à 800000,00 €. Elle a été inscrite dans les travaux à réaliser suite au diagnostic général d'assainissement, dans le contrat Cance Deume et affluents Rhône Nord, et prévue dans le budget municipal.

La station d'épuration des Chaux, de type lit planté de roseaux, est située au Sud du hameau des Chaux. La station reçoit uniquement les eaux usées collectées du hameau des Chaux. La station, de capacité 130 EH (7.8kg de DBO5/j –20m³/j) a été mise en service en novembre 2010. Les eaux traitées ou by passées sont rejetées dans un fossé dirigé vers le ruisseau le Mézayon (affluent de l'Ay).

Sur la base du rôle de l'eau et des données de population, il avait été estimé qu'elle recevait une charge correspondant à environ 60 EH et un débit d'eaux usées d'environ 5 m³/j. Lors du bilan, les charges reçues ont donc été légèrement inférieures à celles attendues. Sur l'ensemble de la campagne, les volumes d'eaux usées strictes ont été estimés à 3,85 m³/j. Elle est donc actuellement en sous charge.

La station d'épuration de la Chomotte, de type lagunage naturel, est située au Sud du hameau de la Chomotte. La station reçoit uniquement les eaux usées collectées du hameau de la Chomotte.

ANNEXE 5.4. ELEMENTS RELATIFS AU SYSTEME D'ELIMINATION DES DECHETS

Gestion par la Communauté de Communes.

- **Collecte et traitement des ordures ménagères**

Les Ordures Ménagères sont collectées en bacs roulants collectifs. Les ordures sont collectées deux fois par semaine au village et une fois par semaine pour le reste du territoire.

- **Tri sélectif et déchetteries**

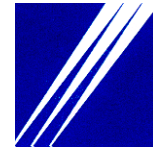
Trois points d'apports volontaires sont mis à disposition sur la commune (Font Bénite, Minestrieu et au jeu de boules).

Ces points d'apport permettent de collecter les emballages légers, le verres, les papiers et journaux.

La déchetterie intercommunale est située sur la commune.



Préfecture de l'Ardèche



Direction Départementale
de l'Équipement Ardèche

PLAN DE PRÉVENTION DES RISQUES

INONDATION

RÈGLEMENT ET ZONAGE RÉGLEMENTAIRE

COMMUNE DE SAINT-ALBAN D'AY



Approbation le 17/03/2004



PPR inondation - Règlement Commune de Saint-Alban d'Ay

TITRE I - PORTÉE DU RÈGLEMENT DU PLAN DE PRÉVENTION DES RISQUES NATURELS	1
Article 1 : Champ d'application	1
Article 2 : Division du territoire en zones	2
Article 3 : Effets du P.P.R.	2
Article 4 : Composition du règlement	2
TITRE II - RÉGLEMENTATION	3
Chapitre 1 : Dispositions générales et recommandations	3
Article 1 : Prescriptions et recommandations applicables aux projets nouveaux	3
Article 2 : Recommandations pour l'aménagement de l'existant	4
Chapitre 2 : Dispositions applicables en zone 1	5
Article 1 : Occupations et utilisations du sol admises	5
1° Occupations et utilisations du sol futures.....	5
2° Ouvrages et constructions existants.....	6
Article 2 : Occupations et utilisations du sol interdites	6
TITRE III – ZONAGE RÉGLEMENTAIRE	7

TITRE I - PORTÉE DU RÈGLEMENT DU PLAN DE PRÉVENTION DES RISQUES NATURELS

ARTICLE 1 : CHAMP D'APPLICATION

La loi n°87-565 du 22 juillet 1987 modifiée relative à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs et la loi 95-101 du 2 février 1995 dite de renforcement de la protection de l'environnement exposent les bases de la politique de l'Etat en matière de prévention des risques naturels prévisibles.

En ce qui concerne plus particulièrement le risque inondation, la circulaire du 24 janvier 1994 relative à la prévention des inondations et à la gestion des zones inondables expose la politique arrêtée en matière de gestion des zones inondables. Celle-ci répond aux objectifs suivants :

- Interdire les implantations humaines dans les zones les plus dangereuses où, quels que soient les aménagements, la sécurité des personnes ne peut être garantie intégralement et les limiter dans les autres zones inondables ;
- Préserver les capacités d'écoulement et d'expansion des crues pour ne pas aggraver les risques pour les zones situées en amont et en aval ;
- Sauvegarder l'équilibre des milieux dépendant des petites crues et la qualité des paysages souvent remarquables du fait de la proximité de l'eau et du caractère encore naturel des vallées concernées.

Le décret du 5 octobre 1995 présente les modalités d'élaboration et le contenu des Plans de Prévention des Risques.

La circulaire du 24 avril 1996 relative aux dispositions applicables au bâti et ouvrages existants en zones inondables expose la politique à mettre en œuvre dans les zones déjà bâties. Il s'agit notamment de :

- Veiller à ce que soit interdite toute nouvelle construction dans les zones inondables soumises aux aléas les plus forts
- Contrôler strictement l'extension de l'urbanisation, c'est à dire la réalisation de nouvelles constructions, dans les zones d'expansion des crues ;
- Eviter tout endiguement ou remblaiement nouveau qui ne serait pas justifié par la protection de lieux fortement urbanisés.

Il est également précisé que ces objectifs conduisent à délimiter des zones d'expansion des crues à préserver où la crue peut stocker un volume d'eau important, comme les terres agricoles, espaces verts, terrains de sport, etc.

Le présent règlement s'applique à la totalité du territoire de la commune de **Saint-Alban d'Ay**. Le risque naturel pris en compte est le risque inondation lié à la rivière Ay lors d'une crue centennale.

ARTICLE 2 : DIVISION DU TERRITOIRE EN ZONES

Les parties submersibles appartiennent à une seule zone :

- une zone fortement exposée (zone 1).

Le mode de délimitation de chacune de ces zones est explicité dans le rapport de présentation du PPR joint au présent règlement. A chaque zone correspond un règlement reprenant des dispositions relatives aux constructions neuves et ouvrages existants.

ARTICLE 3 : EFFETS DU P.P.R.

Le plan de prévention des risques approuvé par le Préfet vaut servitude d'utilité publique au titre de l'article 40.4 de la loi du 22 juillet 1987.

En conséquence, il doit être annexé aux plans d'occupation des sols de la commune.

L'annexion du PPR au POS se fait sur l'initiative de l'autorité responsable de la réalisation du POS. A défaut, l'article L.126-1 du code de l'urbanisme fait obligation au Préfet de mettre en demeure cette autorité d'annexer le PPR au POS et, si cette injonction n'est pas suivie d'effet, de procéder d'office à l'annexion.

Le non-respect des dispositions du plan de prévention des risques d'inondation approuvé est passible de sanctions pénales prévues à l'article L.480.4 du Code de l'Urbanisme.

ARTICLE 4 : COMPOSITION DU RÈGLEMENT

Le règlement est composé de deux chapitres :

- dispositions générales et recommandations,
- dispositions applicables en zone fortement exposée au risque inondation (zone 1).



TITRE II - RÉGLEMENTATION

CHAPITRE 1 : DISPOSITIONS GÉNÉRALES ET RECOMMANDATIONS

Les dispositions réglementaires du PPR énumérées ci-après précisent les mesures d'interdiction, de prévention, de protection et de sauvegarde ainsi que les prescriptions particulières des zones directement exposées au risque inondation.

Ces mesures consistent à protéger les personnes, à limiter les dommages causés par l'inondation sur les biens et les activités existants, à éviter l'aggravation et l'accroissement des dommages dans le futur.

Article 1 : Prescriptions et recommandations applicables aux projets nouveaux

Le principe de ces dispositions est **d'interdire ou de réglementer toute nouvelle construction en zone inondable** et de préserver les champs d'expansion des crues. Dans toutes les zones soumises au risque d'inondation et pour tous travaux (constructions neuves, transformation, aménagement, réhabilitation de bâtiments...), s'appliquent les dispositions suivantes :

- Les ouvertures d'accès et de drainage des vides sanitaires ne devront pas être situées sur les façades exposées au courant.
- Les sous-sols sont interdits. Le terme « sous-sols » s'applique à tout ou partie de local implanté sous le niveau du terrain naturel, la cote du terrain naturel étant considérée avant travaux de déblaiement ou de remblaiement.
- Les fondations des constructions devront prendre en compte les problèmes de sous-pression, d'affouillement et de tassement liés aux crues.
- Dans la mesure du possible les réseaux d'eaux pluviales et d'assainissement seront placés au-dessus de la cote de référence.
- L'éclairage des allées et les câbles externes d'alimentation en électricité doivent être étanches.
- La démolition ou la modification sans étude préalable des ouvrages jouant un rôle de protection contre les crues est interdite.

Au-delà des règles d'urbanisme, l'attention des constructeurs est attirée sur leur responsabilité quant à la prise en compte de l'aléa inondation et du risque lié à celui-ci dans la conception, l'agencement et l'exploitation de leurs locaux (stockage de produits polluants, dispositions des équipements vitaux, réseaux de communications).

Pour tout aménagement, il est recommandé que des dispositions de construction soient prises par le maître d'ouvrage ou le constructeur pour limiter les dégradations par les eaux (exemples : utilisation de matériaux non sensibles à l'eau, dispositifs d'étanchéité ou de vidange appropriés, réseaux techniques au-dessus de la cote de référence ou/et dispositifs de coupure, etc)

Compte tenu des risques connus, les zones inondables sont interdites à l'urbanisation à l'exception des travaux listés à l'article 1 du chapitre 2 et soumis à des prescriptions très strictes s'appliquant également aux extensions et modifications de l'existant. Ces règles sont conformes aux dispositions contenues dans la circulaire du 24 avril 1996 relative aux dispositions applicables au bâti et ouvrages existants en zones inondables.

Article 2 : Recommandations pour l'aménagement de l'existant

hormis les cas exceptionnels où il y aurait menace grave pour les vies humaines, ces cas pouvant être traités par la procédure d'expropriation mise en place par le décret N° 95.1115 du 17 octobre 1995.

L'objectif de ces recommandations est de permettre aux habitants et aux activités déjà existantes mais situés en zone inondable de poursuivre l'occupation normale des locaux. Mais, compte tenu du risque inondation menaçant les vies humaines et les biens, il convient aux occupants de prendre les dispositions qui permettront de limiter les dégradations :

- sensibilisation, information des occupants,
- affichage des consignes,
- mise en place de plans d'évacuation,
- amélioration des voies permettant l'évacuation,
- aménagement et occupation des locaux adaptés :
 - ◆ biens de faible vulnérabilité en partie basse,
 - ◆ biens vulnérables en partie haute renforcement des protections des organes sensibles
 - ◆ cuves de stockage (ancrage et étanchéité)
 - ◆ équipements : climatiseur, central téléphonique, réseaux et coffrets électriques hors d'eau
 - ◆ tableau de distribution électrique conçu de façon à pouvoir couper le niveau inondable sans couper les niveaux supérieurs
 - ◆ matériaux déplaçables par l'eau pouvant faire embâcle entreposés hors d'eau
 - ◆ produits polluants stockés en sécurité
 - ◆ stationnement, parking autorisés seulement aux périodes nécessaires à l'activité.

CHAPITRE 2 : DISPOSITIONS APPLICABLES EN ZONE 1

Il s'agit d'une zone qui, de par les hauteurs et vitesses d'eau calculées, est fortement exposée au risque inondation.

Article 1 : Occupations et utilisations du sol admises

Compte tenu du risque inondation de la sauvegarde du champ d'écoulement des inondations, de la préservation du milieu naturel, des nécessités de l'exploitation d'équipements spécifiques à la vie économique et à la sécurité publique, **sous réserve** :

- **de ne pas faire obstacle à l'écoulement des eaux,**
- **de ne pas aggraver les risques et leurs effets,**
- **de préserver les champs d'inondation nécessaires à l'écoulement des crues,**
- **du respect des règles d'urbanisme (POS ou PLU),**

sont admises les occupations et utilisations du sol suivantes :

1° Occupations et utilisations du sol futures

- Les **infrastructures publiques** et travaux nécessaires à leur réalisation : travaux routiers, pose de ligne et de câbles, prises d'eau et installations nécessitées par les périmètres de protection.
- Les **réseaux** d'assainissement et de distribution étanches à l'eau de crue et munis de dispositifs assurant leur fonctionnement en cas de crue.
- Les **carrières** sans installations ni stockage ou traitement des matériaux susceptibles de gêner l'écoulement des crues.
- Les **aménagements de terrains** de plein air, de sports et de loisirs au niveau du sol sans implantation de construction.
- Les **piscines** liées à une habitation existante avec local technique étanche en cas d'inondation.
- Les **installations et travaux divers** destinés à améliorer l'écoulement ou le stockage des eaux ou à réduire le risque, sous réserve de la production d'une étude hydraulique explicitant l'acceptabilité des impacts.
- Les **réseaux d'irrigation et de drainage** et les installations qui y sont liées.
- Les **clôtures** sous réserve de ne pas gêner le libre écoulement des eaux (mur plein de 0,50 m de hauteur maximum).
- Les **terrasses**, couvertes ou non couvertes **devront être** (et rester) **ouvertes**.

2° Ouvrages et constructions existants

- Les **travaux d'entretien** et de gestion courante des constructions et des installations existantes, notamment :
 - ◆ les aménagements internes sans changement de destination,
 - ◆ les traitements de façades,
 - ◆ la réfection des toitures.
- **L'entretien et la restauration** des ouvrages de protection contre les inondations.
- **L'extension d'un bâtiment** pour aménagement d'un abri ouvert.
- La surélévation mesurée des constructions existantes dans un souci de mise en sécurité c'est à dire à condition qu'elle corresponde au transfert du niveau habitable le plus exposé (rez-de-chaussée).
- La **reconstruction de bâtiments publics** nécessaires au bon fonctionnement des infrastructures existantes ne recevant pas de public.

Article 2 : Occupations et utilisations du sol interdites

Toutes occupations et utilisations du sol de quelque nature qu'elles soient autres que celles mentionnées à l'article 1 sont interdites y compris la création de camping, le stockage de tout matériau et déchet pouvant contribuer à la création d'embâcles et/ou être source de pollution et la création de station d'épuration.